

[Text]

If you do the numbers on a \$300,000 debt to a debt-ridden farm, you'll find that they'll have to pay about \$1.5 million in interest, taxes, and principal payment before he will ever get that farm paid for. That becomes mathematically impossible. I contest; you could give him \$5-wheat, and he's not going to pay for that medium-sized farm. He has to give Revenue Canada the dollar before he can make a principal payment.

I think there has to be some adjustment, severe adjustment, in taxation. I would recommend perhaps a 10% income tax break on the principal payment, up to a \$300,000 limit. I think you would have to put a limit on it, but I do think there has to be some adjustment there.

We have three things happening. We have young farmers going broke, we have old farmers wearing out, and we have machinery wearing out. I think we have to address the whole area of depreciation on machinery to rebuild this machinery on our farms, in terms of taxation. Those things could be done through Revenue Canada. It wouldn't create a political problem, urban versus rural, because it wouldn't be seen as a hand-out. It wouldn't wave a red flag in front of the GATT or the international scene.

I believe some of these tax structures have to change if in the long-term we're going to rebuild agriculture and make it possible to work within Revenue Canada's legislation.

I would be pleased to see, and would recommend strongly, the Canadian Federation of Agriculture put forward some strong recommendations. My own view is that we might get one or two changes. We're not going to get 35 changes. You will recall that it was Mr. Trudeau who said that if agriculture couldn't make up its mind as to what changes were wanted, he'd do it for them.

What I'm saying is that we have to be specific about what things are going to help in terms of debt to farmers, number one, and rebuilding machinery. Everything on the farm is wearing out. Unless there are some tax breaks to do this, it isn't going to happen.

The Chairman: Mr. Gustafson, I think you've shown that old, worn-out farmers can still run for quite a while.

Some hon. members: Oh, oh!

Mr. Vanclief: I thought we were to hear from the CFA, not the CFA to hear from us.

Mr. Gustafson: Well, I think there are a lot of questions in there, if you'd like to pick some out.

Mr. Vanclief: No, you can't.

Mr. Gustafson: Let me respond to that remark.

An hon. member: He has his second wind.

Mr. Gustafson: One of the things I've seen at farm rallies—and I have attended them all—is that there is a lot of citing of the problems but not very many recommendations coming forward as to how to solve the problems.

Mr. Vanclief: I've got them right here.

[Translation]

Si vous calculez ce que représente une dette de 300,000\$ pour une exploitation agricole déjà obérée, vous vous apercevrez qu'il faudra débourser au total 1,5 million de dollars en intérêts, taxes et remboursement du principal avant que tout soit réglé. Cela devient donc mathématiquement impossible. Même si vous lui payez 5\$ son blé, l'exploitant ne pourrait pas rembourser le prix de cette exploitation de taille moyenne. Il est obligé de payer Revenu Canada avant de rembourser le principal.

J'estime que le système d'imposition a besoin d'être sérieusement réaménagé. Je recommanderais un dégrèvement d'impôt sur le revenu de l'ordre de 10 p. 100 sur le principal, jusqu'à concurrence de 300,000\$. Il faudrait en effet fixer un plafond, mais un réaménagement s'impose.

Trois choses sont en train de se produire. Les jeunes agriculteurs font faillite, les vieux arrivent au bout de leur rouleau et le matériel aussi. Je crois qu'il faudra revoir le système d'imposition en ce qui concerne l'amortissement du matériel afin de renouveler notre équipement agricole. Ce sont là des choses qui pourraient se régler par l'intermédiaire de Revenu Canada. Cela ne créerait pas un problème politique, un conflit entre le secteur urbain et le secteur rural, car ce ne serait pas considéré comme une forme de prébende. Cela ne ferait pas voir rouge au GATT et à nos concurrents étrangers.

À mon avis, il est indispensable de modifier certaines dispositions fiscales si nous voulons arriver à moderniser notre agriculture, à long terme, et continuer à travailler en respectant les lois administrées par Revenu Canada.

Je serais heureux que la Fédération canadienne de l'agriculture présente des recommandations bien senties; je le recommande instamment. À mon avis, nous n'obtiendrons pas 35 changements, mais nous pourrions en obtenir un ou deux. Souvenez-vous que c'est M. Trudeau qui a dit que si le secteur agricole n'était pas capable de décider des changements qu'il voulait, il s'en chargerait à sa place.

Ce que je veux dire, c'est qu'il faut que nous déterminions avec précision ce qui permettra de soulager les agriculteurs au chapitre de l'endettement d'abord, et de remettre en état l'équipement agricole qui, partout, s'use. Sans dégrèvements fiscaux, ce serait impossible.

Le président: Monsieur Gustafson, je crois que vous venez de démontrer que les vieux agriculteurs usés par le travail ont encore de l'énergie à en revendre.

Des voix: Oh, oh!

Mr. Vanclief: Je croyais que nous étions ici pour entendre la CFA et non pour que celle-ci nous écoute.

Mr. Gustafson: Bien, il y a un tas de questions qui se posent, et libre à vous d'en choisir quelques-unes.

Mr. Vanclief: Non, vous ne pouvez pas faire cela.

Mr. Gustafson: Permettez-moi de répondre à cette remarque.

Une voix: Il a trouvé un deuxième souffle.

Mr. Gustafson: Une des constatations que j'ai faites aux réunions d'agriculteurs... et j'ai assisté à toutes—est que si l'on mentionne souvent les problèmes, on ne recommande pas souvent des solutions.

Mr. Vanclief: Je les ai ici même.